



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2025 – I – 175

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

COMMUNE DE VENDIN-LE-VIEIL

SOCIÉTÉ WDP FRANCE

ARRÊTÉ DU 18 JUIL. 2025 PORTANT ABROGATION DE LA MISE EN DEMEURE

Le préfet du Pas-de-Calais
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le Code de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M. Christophe Marx en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

VU le décret du 09 avril 2025 portant nomination de M. Laurent Touvet, en qualité de préfet du Pas-de-Calais à compter du 28 avril 2025 ;

VU l'arrêté préfectoral du 07 octobre 2024 mettant en demeure la société WDP FRANCE dont le siège social est situé 28 rue Cantrelle à CHATEAUROUX (36000), et qui exploite un entrepôt sis parc d'activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL (62880) de respecter les prescriptions des articles 2.2, 20.5.2, 21.2.4 et 21.3 de son arrêté d'autorisation du 15 avril 2003 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-10-93 du 12 mai 2025 portant délégation de signature ;

VU la visite de l'inspection de l'environnement en date du 02 juin 2025 ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 18 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT ce qui suit :

- l'inspection de l'environnement a constaté le 02 juin 2025 que la société WDP FRANCE a respecté les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 07 octobre 2024 susvisé ;



- il convient donc d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 07 octobre 2024 susvisé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 07 octobre 2024 susvisé, pris à l'encontre de la société WDP FRANCE dont le siège social est situé 28 rue Cantrelle à CHATEAUROUX (36000) et qui exploite un entrepôt sis parc d'activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL (62880), **sont abrogées**.

ARTICLE 2 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours Citoyen accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 3 : MESURES DE PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète de LENS et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société WDP FRANCE et dont une copie sera transmise en mairie de VENDIN-LE-VIEIL.

pour le préfet,
le secrétaire général



Christophe Marx

Copies destinées à :

- société WDP FRANCE
- sous-préfecture de LENS
- mairie de VENDIN-LE-VIEIL
- direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – U.D de l'Artois